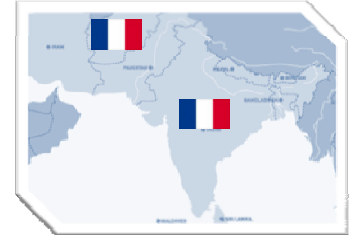


Du retrait militaire (d'AFGHANISTAN) au succès commercial (en INDE), faux pas et bonne fortune de la FRANCE en ASIE

Dans les derniers jours de janvier, la politique française en Asie - région éloignée de l'Hexagone où, en dépit d'un indéniable prestige et d'une réputation établie de longue date, Paris tarde à capitaliser sur ses atouts - s'est présentée à la face du monde dans des registres divers et sous des lumières pour le moins contrastées. Si l'Inde gratifiait la France d'un formidable présent en annonçant (31 janvier) que le Rafale était finalement retenu pour équiper les escadrons vieillissants de l'Indian Air Force - un succès historique à l'export pour la société Dassault -, la capitale française brandissait une poignée de jours plus tôt (27 janvier) un verbe moins triomphant, prônait une modestie de circonstance en accueillant le chef de l'Etat afghan en tournée européenne et notamment, en annonçant que les troupes françaises quitteraient un an avant le terme prévu - rien de moins - le théâtre de crise afghan (fin 2013).

□ **AFGHANISTAN** : guerre, victimes, sondages et élection ; la France sur la voie - peu glorieuse - de la sortie précipitée. Le 20 janvier, dans l'hostile province de la Kapisa (nord-est de Kaboul) où un important contingent français est déployé depuis des années, un soldat afghan ouvre le feu sur ses homologues français alors non-armés ; le bilan est élevé : la France perd quatre militaires, une quinzaine d'autres sont blessés. Cette attaque *de l'intérieur* (taliban infiltré dans les rangs des forces de sécurité) - un mode opératoire de plus en plus fréquent dernièrement - porte à 82 le bilan des pertes françaises depuis le début de l'engagement de l'armée de terre, une décennie plus tôt, sur le sol afghan (2500 troupes étrangères sont tombées depuis l'automne 2011). Le 29 décembre 2011, l'armée française avait déjà perdu deux hommes lors d'une attaque similaire, en Kapisa toujours ; 2011, l'année présentant le bilan humain le plus lourd pour le contingent français (26 victimes). Ces mauvaises nouvelles vont rapidement dépasser le champ de bataille, la douleur des familles et acquérir, à un trimestre du scrutin présidentiel, une dimension politique. Le favori des sondages est également le premier à s'emparer du sujet (le 27 janvier), d'une manière du reste bien hardie : si les électeurs le mènent à l'Élysée à l'issue du vote des 22 avril et 6 mai, ce dernier promet le retour du dispositif militaire français complet dans l'Hexagone fin 2012, soit deux ans avant le terme convenu par le gouvernement. Un engagement allant dans le sens de l'opinion, lassée de ces éruptions de violence quotidiennes en provenance de ce pays éternellement en crise, incertaine quant à l'opportunité / nécessité - d'un point de vue français - de prolonger plus longtemps ce coûteux (500 à 600 millions € par an) et douloureux engagement français 6000 km vers l'est. Un sondage CSA publié la veille de l'incident laissait entrevoir les *doutes* du citoyen français : 84% des son-

dés étaient en faveur d'un retrait rapide, presque immédiat (horizon fin 2012), de nos soldats. Un plébiscite considérable laissant, électoralement parlant, peu de marge politique au chef de l'Etat sortant et probable candidat à sa succession, alors distancé dans les sondages. Après avoir joué la fermeté, suspendu les opérations de formation menées par des militaires français et menacé Kaboul de retirer les troupes tricolores avant fin 2014 si la sécurité des ces dernière demeurerait si aléatoire (un concept bien étrange dans un pays en guerre), la France recevait le 27 janvier l'ambigüe président afghan H. Karzai. Au-delà de la signature d'un traité bilatéral d'amitié et de coopération et de vagues promesses du chef de l'Etat afghan - controversé de Kaboul à Kandahar et hors du pays -, l'histoire retiendra que son homologue français céda bien hâtivement aux sirènes comptables des prochaines échéances électorales en s'engageant ce même jour à anticiper d'un an le retrait des soldats tricolores (fin 2013). Si cette décision s'avère au niveau du timing moins *radicale* que celle évoquée plus haut par son principal challenger politique du moment, elle constitue en tout état de cause une orientation d'une portée considérable, emportant toute une série de conséquences sur le terrain ... et sur le crédit de la France dans le monde, auprès de ses partenaires de l'OTAN, des 47 pays contributeurs de troupes en Afghanistan notamment. S'il semble faire du sens auprès d'une majorité de Français, ce retrait *provoqué* par la proximité d'un rendez-vous électoral majeur ne soulève pas le même enthousiasme dans les états-majors militaires, qu'ils soient français ou étrangers, pas davantage qu'il n'attire de sympathie ou d'estime politique vers Paris de la part de capitales étrangères (occidentales principalement) elles aussi aux prises avec cet inextricable borborygme afghan mais plus respectueuses de leur parole et engagements pris plus tôt.



FRANCE - AFGHANISTAN

en bref :

- Relations diplo. depuis 1920
- 3600 soldats fr. en Afghanist. (en Kapisa & district de Surobi)
- Action fr. : sécurité, formation, santé, éducation, agriculture, développement, culture.
- Aide fr. au développement : 40 millions euros (2009 ; 2010)
- Commerce bilat.: 50 millions €
- Entreprises fr. en Afghanistan : Airbus, Thales, Sagem

Extrait déclaration N. Sarkozy & H. Karzai, Paris, 27.01

«Ayant reçu les assurances que nous demandions, la reprise des missions de formation dispensées par les militaires français sera effective dès demain. Le retour de nos soldats est engagé depuis le Sommet de l'OTAN de nov. 2010. 400 soldats sont déjà rentrés en France l'an dernier. D'ici la fin 2012, compte tenu des progrès de la transition, et en accord avec le président Karzai, 1000 soldats quitteront l'Afghanistan (...)».

FRANCE - Afghanistan CHRONOLOGIE récente

- 27.01.12 : H. Karzai à Paris; traité d'amitié et de coop. ; annonce départ anticipé (fin 2013) des troupes françaises.
- 20.01.12 : 4 soldats fr. tués
- 02.01.12 : Paris approuve les tractations avec les talibans.
- 29.11.11: Paris annonce retrait de 200 soldats fin 2011.

Du retrait militaire (d'AFGHANISTAN) au succès commercial (en INDE), faux-pas et bonne fortune de la FRANCE en ASIE

QINDE : New Delhi, partenaire fidèle et dispendieuse de l'industrie de défense française. La nouvelle - excellente - est tombée, impromptue, en plein débat sur le marasme économique, ses conséquences redoutées sur le marché de l'emploi, sur la préoccupante crise de la dette. Le 31 janvier 2012, après un interminable processus de sélection dont l'Inde a le secret, New Delhi annonçait avoir finalement sélectionné la société française Dassault et son chasseur *Rafale* (après avoir écarté l'Eurofighter *Typhoon*) pour moderniser sa flotte de combat. Une aubaine extraordinaire, le contrat du (début de) siècle pour la firme aéronautique française (126 unités commandées ; valeur 9-10 milliards €) qui enregistre-là, après quelques douloureuses déconvenues, un beau succès à l'export, le premier du nom pour cet appareil emblématique du savoir-faire technologique volant de l'Hexagone. Les autorités militaires et politiques indiennes n'ont pas soudain découvert, début 2012, la compétence de l'avionneur et la qualité de ses produits ; l'Inde est depuis les années cinquante un client fidèle de la société Dassault. Les escadrons de l'Indian Air Force (IAF) comptent notamment dans leurs rangs 51 *Mirage* 2000-H (actuellement modernisés par la société Thales) dont les pilotes indiens n'ont qu'à se féliciter. Il n'empêche ; en portant son choix sur le *Rafale* (sur des considérants de coûts, l'appareil français s'avérant moins cher que son concurrent du consortium Eurofighter), l'émergent acteur indien, désormais 9^{ème} économie mondiale et 1^{er} importateur d'armes depuis une décennie, gratifie l'avionneur d'un formidable succès commercial qu'il s'agit de saluer, tout en servant parallèlement les intérêts du gouvernement français en l'associant à cette rare performance comptable. A ce niveau, on peut louer la retenue, le triomphe modeste des autorités de la Ré-

publique (le 2 février 2012, le ministre de la Défense estime « à 80% la probabilité que le contrat soit effectivement signé ») et des différents protagonistes du prochain scrutin présidentiel. Il est vrai que, dans un contexte concurrentiel commercial sans foi ni loi, où le lobbying, les interventions discrètes ou plus grossières de divers soutiens (publics, privés) de la partie perdante (cf. « Cameron leads the attack on Indian decision on Rafale », *The Hindu*, 2 février 2012) peuvent encore déboucher sur quelques désillusions, il est de mise de demeurer sur ses gardes et d'éviter un triomphalisme maladroit, déplacé. Par ailleurs, si l'aventure est aujourd'hui belle (pour le carnet de commandes, la comptabilité du groupe et la sauvegarde des emplois), son parcours des dernières décennies est également jalonné de déceptions, de revers, auxquels les autorités gouvernementales - jusqu'au plus haut niveau de l'Etat - ont directement été associées, ces dernières n'ayant eu de cesse de promouvoir de par le monde (Europe, Moyen-Orient, Asie, Amérique du sud) les (incontestables) mérites de l'appareil. Avec le résultat que l'on sait. On comprend et apprécie d'autant mieux la raisonnable retenue du gouvernement. Plus discrètement, dans les couloirs du pouvoir parisien, on doit néanmoins se féliciter d'avoir eu la présence d'esprit d'inviter, en qualité de *guest star* officielle, le chef de gouvernement indien Manmohan Singh aux cérémonies et défilé du 14 juillet 2009 ou, un an et demi plus tard, d'avoir convaincu le chef de l'Etat français d'effectuer une *véritable* visite d'Etat en Inde de quatre jours (4 au 7 décembre 2010), son séjour précédent au pays de Gandhi ayant, pour le moins, été beaucoup plus bref (37 heures...) et jugé avec sévérité par de susceptibles partenaires indiens qu'il ne s'agit plus guère désormais de froisser inutilement...



Discussion Président N. Sarkozy - 1^{er} ministre M. Singh, Inde, décembre 2010.



Le *Rafale*, bientôt dans l'Indian Air Force : un succès à l'export historique pour Dassault.

FRANCE - INDE en bref :

- établissement des relations diplomatiques en 1947
- partenariat stratégique Inde-France signé en 1998
- coopération : nucléaire civil, défense, espace, etc.
- Commerce bilatéral : 7 milliards € (2009) ; objectif 12 milliards en 2012.
- France, 9^e investisseur en Inde

FRANCE - INDE CHRONOLOGIE récente

- 31 janv. 2012** : Delhi annonce l'acquisition prochaine de 126 chasseurs français *Rafale*.
- 20-21 oct. 11** : visite en Inde d'Alain Juppé (MAE)
- 4-7 déc. 2010** : visite en Inde du Président N. Sarkozy
- 14 juil. 2009** : 1^{er} min. Singh, invité d'honneur du 14 *Juillet*.

PROSPECTIVE : en ce début d'année, l'intérêt de la France pour l'Asie ne se borne pas aux seuls théâtre politico-militaire afghan et militaro-industriel indien ; l'évolution saisissante de la scène interne birmane, la tension enserrant encore (et toujours) la péninsule coréenne, le fébrile environnement domestique et régional affligeant le Pakistan, enfin, l'agitation observée en Chine (province du Sichuan notamment) au sein de la minorité tibétaine, autant de dossiers suivis avec attention par Paris. Si l'on peut louer la retenue du gouvernement sur le succès de la société Dassault en Inde (*Rafale*), on portera un regard plus sévère sur la décision de retirer d'Afghanistan un an avant le

terme établi jusqu'alors les troupes françaises (3600 hommes) déployées sur cet insaisissable théâtre de crise. Un retrait qui ne se conçoit ni d'un point de vue sécuritaire (dégradation avérée de la situation locale), ni d'un point de vue opérationnel (troupes afghanes loin d'être prêtes à prendre le relais), pas davantage d'un point de vue stratégique (courroux légitimes des 47 autres nations contributrices de troupes). Hormis l'opinion publique française, il n'est que les talibans afghans à s'être réjouis de cette mesure à l'évidence inspirée par l'échéance électorale d'avril-mai 2012. Une démarche pour le moins discutable.

Olivier GUILLARD
Directeur de recherches à l'IRIS
Associé Crisis Consulting